

Propagande de guerre + terminologie + ladite « guerre contre le terrorisme »

Notre condition de citoyen présent aujourd'hui au Luxembourg, nous impose de nous forger une opinion sur la marche de nos pays et des affaires du monde. Nous continuons de disposer de droits et de libertés au Luxembourg. Si nous ne les utilisons pas ni les défendons, nous risquons de les perdre. Ce processus est déjà en cours et particulièrement en France.

Alors que penser aujourd'hui de la situation dans laquelle nous sommes ? Nos gouvernants et les grands média qui relaient leurs discours nous invitent à rejoindre le camp du bien contre celui du mal, c'est-à-dire qu'il faut soutenir inconditionnellement Israël et condamner sans réserve le Hamas, cette organisation islamiste terroriste qu'il faut éradiquer. « Israël a le droit de se défendre ! » nous dit-on. On affiche le drapeau israélien sur la tour Eiffel à Paris, sur celui des bâtiments de la Commission européenne à Bruxelles et sur la place du Knuedler à Luxembourg et aussi dans de nombreuses villes européennes.

Réapparaît donc le discours apparu au lendemain du 11 septembre 2001 et réutilisé au Mali par la France et au moment des attentats de 2015 à Paris. Nous sommes sommés de nous solidariser en faisant fonds sur l'émotion justifiée provoquée par des attentats frappant de nombreux civils mais aussi des militaires, ce qui donne dans notre presse « des attentats qui ont frappé majoritairement des civils », ce qui est vrai mais ne pas mentionner les cibles militaires justifie la qualification terroriste des miliciens du Hamas.

Or, rappelons-nous que cette émotion a été instrumentalisée pour restreindre nos libertés comme l'a dénoncé Edward Snowden et pour envahir l'Irak, pays qui n'avait rien à voir avec les attentats de New-York. Mais, en Irak, il y avait du pétrole dont on voulait s'emparer et aussi se débarrasser d'un dirigeant qui ne voulait pas se soumettre.

On veut donc nous embarquer collectivement avec Israël dans une guerre contre le Hamas pour laquelle il faut mettre tout en œuvre, y compris en apportant le soutien du Gerald Ford, le plus grand porte-avion du monde avec toute sa flottille de soutien. Ceci rappelle d'ailleurs fâcheusement la politique de la canonnière pratiquée par les puissances coloniales au 19^{ème} siècle.

Le discours médiatique visant à convaincre les opinions va donc utiliser des moyens bien rôdés :

- 1) Occulter l'histoire
- 2) Diaboliser l'adversaire, le déshumaniser
- 3) Inverser l'agresseur et l'agressé

1) Occulter l'histoire

On nous dit que l'opération terroriste du Hamas intervient dans un monde tranquille dans lequel tout allait bien. Et voilà que ces monstres sanguinaires islamistes attaquent sauvagement leurs paisibles voisins israéliens qui ne leur ont jamais rien fait. Ce qu'il faut penser de cette affirmation vient d'être exposé par Claude Grégoire/Michel Legrand.

2) Diaboliser l'adversaire, le déshumaniser

On ne peut pas parler avec ces gens qui ne « veulent que nous tuer parce que nous sommes juifs ». Par conséquent, on n'entend jamais la voix du Hamas ni non plus des habitants de Gaza ou de Cisjordanie. La vie des ces derniers a encore empiré depuis l'arrivée au pouvoir

en novembre dernier des colons extrémistes ne faisant pas mystère de leur volonté d'expulser les Palestiniens au-delà du Jourdain.

Par conséquent, les Palestiniens sont des statistiques et les exactions des colons qui ont fait plus de deux cents morts en 2023 ne suscitent aucune émotion nulle part, même pas dans les pays arabes dont certains ont normalisé leurs relations avec Israël ou sont en passe de le faire. Et encore, les morts ne sont que le sommet de l'iceberg de ce que subissent tous les jours les Palestiniens vivant sous occupation en Cisjordanie avec la complicité de leurs dirigeants de l'Autorité Palestinienne qui profitent de l'occupation. Si on entend le nom d'un Palestinien, ce sera celui d'un leader terroriste du Hamas qui a été « abattu ». Alors que nous voyons sur nos écrans des Israéliens parlant français, allemand ou anglais qui sont comme nous en somme.

3) Inverser l'agresseur et l'agressé

Israël affirme avoir été agressé et donc avoir le droit de se défendre. Or, depuis 75 ans et plus encore depuis 1967, les Palestiniens sont réprimés et opprimés. Il y a donc bien un occupant et un occupé et les armes des Palestiniens sont celles que leur imposent leur oppresseur comme ce fut le cas en Algérie colonisée ou dans l'Afrique du Sud de l'apartheid. On ne devrait jamais faire abstraction de cette réalité.

Nous ne sommes pas pro palestiniens mais pour la paix et la justice

Ensuite, les médias vont inmanquablement qualifier ce rassemblement de pro palestinien. Or nous contestons cette affirmation. Nous sommes le Comité pour une Paix Juste au Proche Orient et donc pour la paix et la justice. Rappelons que le 10 mai 1944, alors que la guerre bat encore son plein, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) réaffirmait dans ce qu'on appela ensuite la « Déclaration de Philadelphie » : « Convaincu que **l'expérience a pleinement démontré** (...) qu'une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale... »

Alors quand on nous dit qu'Israël a le droit de se défendre, nous disons d'accord. Et les Palestiniens, ont-ils ce droit, eux ? Et qui défend notre commune humanité ? Eh bien, c'est nous ! Nous sommes là car nous sommes interrogés par nos enfants sur le monde que nous leur laissons, un monde dans lequel règne le plus fort, le plus riche, le plus brutal, le plus cynique, un monde où règne le mensonge. Comment pouvons-nous transmettre aux jeunes générations la foi en la justice, la liberté et le respect de la dignité humaine en restant passifs face au siège atroce dont nous sommes témoins et que soutiennent inconditionnellement nos gouvernements européens et leur suzerain états-unien ?

Car les bombardements criminels sur Gaza ne font pas que prendre des vies innocentes, ils détruisent également une part de notre commune humanité. La destruction d'immeubles entiers avec leurs occupants, celle de mosquées, d'églises, d'écoles ne fait pas que détruire méthodiquement et volontairement Gaza, elle détruit aussi notre foi en l'avenir, aux valeurs de justice et de respect de la vie et de la dignité de l'être humain. Elle détruit ce qui reste du système international qui fut édifié en étant instruit des leçons des horreurs des deux premiers conflits mondiaux du 20ème siècle.

Nous sommes sortis encore une fois pour manifester et continuerons à le faire pour défendre notre humanité et un monde viable pour nos enfants et petits enfants. Car, si Israël réussit à faire évacuer complètement Gaza en toute impunité, le précédent sera terrible et ne manquera pas d'être repris par d'autres.

Donc, nous répétons que ne sommes pas pro palestiniens, nous nous solidarisons avec eux, dénonçons ce qui leur arrive et qui nous arrive à nous aussi et demandons instamment à nos gouvernants de changer de position en exigeant :

- un cessez-le-feu immédiat

- un retour au droit international
- l'application à Israël de sanctions similaires à celles prises contre la Russie

Bien que nous sachions pertinemment qu'à court terme, ce programme est inenvisageable, nous le demandons tout de même. Nous prenons date.

Faire taire les voix palestiniennes en UE : la situation en France

Pour éviter que des opinions comme les nôtres ne soient par trop répandues, il faut donc restreindre la liberté d'expression et de manifestation. Ce n'est pas le cas pour le moment au Luxembourg et nous en sommes heureux. Mais, en France, dont je suis ressortissant et dont la politique me fait honte, on a cherché dans les années passées à criminaliser le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanction (BDS). Maintenant, les manifestations protestant contre le soutien par la France à Israël ont commencé par être interdites par le Ministre de l'Intérieur avant que le Conseil d'état ne le désavoue et le Ministre de la Justice a indiqué que les dispositions réprimant l'apologie du terrorisme introduites dans le droit français en 2014 seraient invoquées contre quiconque soutiendrait l'action du Hamas. Par ailleurs, il y a une quasi-unanimité de la classe politique pour approuver le soutien total de l'exécutif à Israël pour ne rien dire des errements diplomatiques du chef de l'État.

Enfin, en dernier ressort, il restera le rayon paralysant de l'accusation d'antisémitisme dont l'antisionisme ne serait qu'une des formes selon la définition de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance). Critiquer la politique d'Israël pourra ainsi être qualifié d'antisémitisme.

Nous protestons contre le sort fait aux Palestiniens de Gaza et des territoires occupés par les Israéliens et contre l'attitude honteuse et scandaleuse de nos gouvernements.